



Françoise Roche

Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753

FR41@wanadoo.fr / gc.roche@orange.fr

www.snca-nat.fr

COMMUNIQUE

En marche ...

Samedi 22 janvier 2011, s'est tenue, à la bourse du Travail de Paris, la première journée de l'Assemblée Générale de **la Convergence des Collectifs pour la Défense et le Développement des Services Publics (CCDDSP)** à laquelle adhère le SNCA e.i.L. Convergence, comme l'atteste l'adjonction de ce mot à son logo depuis 2006. La deuxième journée aura lieu, en avril, dans la Creuse, pour rappeler que la naissance du mouvement a eu lieu à GUERET, en 2005, et que le problème qui avait suscité la naissance de la Convergence est toujours d'actualité : la destruction des services publics à laquelle se livrent, avec une frénésie proche de la panique, les successifs gouvernements de SARKOZY, qui, bien entendu, même dans ce domaine, n'innovent pas, touche de plein fouet, et d'abord, la population immergée dans la « ruralité » telle que la définissait le grand historien du capitalisme, Fernand BRAUDEL*.

Mais tout le corps social est frappé, parce que l'enjeu de **la guerre idéologique que le Capital interlope livre au monde au travail, ou qui aspire à en être, entraîne la spoliation du travail et l'asservissement des travailleurs d'où naissent les fructueux et sales profits actionnariaux .**

Si la spoliation a plus d'un tour dans son sac, l'asservissement, lui, est évident, qui passe par la destruction des législations sociales, la précarisation du travail, le chômage, la pression sur les salaires, l'inégalité croissante entre la rémunération du travail masculin et celle du travail féminin, le travail des enfants ...

C'est parce que **les services publics sont la traduction concrètes de la devise « Liberté Egalité Fraternité »** et que, de ce fait, **ils sont au cœur du projet humaniste de la République** que le SNCA e.i.L. Convergence a participé aussi, avec La Convergence et d'autres organisations associatives, syndicales et politiques, les 28 et 29 janvier, aux Etats Généraux pour le Service Public réunis à ORLY, Val-de-Marne.

Même si les « convergences » ne vont pas toujours de soi, le constat est clair : partout en France, et ailleurs, en EUROPE, dans le monde, comme le montrent les luttes pour la démocratie et les droits humains que le PEUPLE mène actuellement en TUNISIE et en EGYPTTE, **la contre offensive s'organise contre la haute finance prédatrice et la poignée**

d'un million de personnes qui prétend s'approprier la Terre et ses habitants pour son profit, son confort et son pouvoir.

Le SNCA e.i.L. Convergence ne verse pas dans l'angélisme : sa dénonciation des faux semblants syndicaux et politiques montrent bien sa perspicacité et sa claire voyance.

Toutefois, à l'heure où s'organise, avec quelques incertitudes, quelques interrogations, quelques arrières pensées, toutes inévitables mais de peu d'intérêt, la marche **contre offensive** des travailleurs et des citoyens **contre ceux qui ont déclaré la lutte de classe et la guerre au monde au travail**, il est impératif de ne pas se dérober ni de tergiverser, ni de temporiser.

Le SNCA e.i.L. appelle par conséquent ses militants, ses adhérents, ses sympathisants à se joindre, chaque fois qu'ils en auront l'occasion, aux mobilisations pour défendre les services publics, les réhabiliter, les développer. Il les invite, chaque fois qu'ils le pourront, à poser la question des services publics aux candidats aux élections cantonales, sénatoriales, nationales, étant entendu que toute parole non suivie d'actes disqualifie son auteur et invalide sa légitimité.

Ainsi, **ils défendront solidairement leurs intérêts matériels et moraux de travailleurs et de citoyens.** Et, passant de la résistance à l'oppression à la reconquête de leurs droits, ils contribueront à abattre les tyrans de l'argent et à faire renaître l'espérance d'un vivre ensemble joyeux.

** Rejetant simultanément la notion de « désert français » et celle du seuil de 2000 habitants agglomérés pour définir, en dessous, la ruralité et, au dessus, l'appartenance urbaine, BRAUDEL fixe ce seuil à 10/15 000 habitants et constate sur le long terme que cette « ruralité », en très grande partie et depuis longtemps, détachée des activités agricoles et annexes, concerne de façon très stable plus de 40 % de la population, soit aujourd'hui 28 à 29 millions de Français, les premières victimes, mais pas les seules, de la politique libérale de destruction des services publics.*